
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.









Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Marché 2025.27

Acquisition, maintenance et prestations d'infrastructures audiovisuelles pour l'ensemble des composantes de l'université de Lille

L'essentiel du contrat

	Objet	Acquisition, maintenance et prestations d'infrastructures audiovisuelles pour l'ensemble des composantes de l'université de Lille
	PSE	Sans
	Type de contrat	Appel d'offres ouvert
	Tranches optionnelles	Sans
	Clause Sociale	Sans
	Clause environnementale	Sans
	Durée/délai	<p>Le présent marché est passé pour une durée d'un an, à compter du 18 juin 2025. Il pourra ensuite être reconduit tacitement chaque année à trois reprises.</p> <p>En cas de non-reconduction, le titulaire sera averti au moins trois mois avant la date d'échéance du marché</p> <p>Le marché se terminera au plus tard le 17/06/2029</p>
	Reconduction	Avec

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE	3
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 – DUREE DE L’ACCORD CADRE	6
ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DU L’ACCORD CADRE	6
ARTICLE 6 – LIVRAISON	7
ARTICLE 7 – OPERATION DE VERIFICATION - ADMISSION	8
ARTICLE 8 – GARANTIE - EXTENSION DE GARANTIE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 8 -MAINTENANCE PREVENTIVE - CORRECTIVE	8
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 10 – PENALITES	9
ARTICLE 11 – PRIX	9
ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT	9
ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	11
ARTICLE 15 – AVANCE	11
ARTICLE 16 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 17 – ASSURANCE	12
ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHE	12
ARTICLE 19 - RÉILIATION	12
ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES	12
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	12

Le présent marché vise à fournir des prestations liées au parc audiovisuel actuel de l'Université de Lille, ainsi que l'acquisition et la livraison d'infrastructures audiovisuelles neuves et de leurs consommables, accompagnées de prestations associées pour répondre aux besoins réguliers de l'établissement, de prestation d'accompagnement lors d'événements. En option, selon les différents lots, des services tels que l'installation, le transfert de compétences, l'extension de garantie et la maintenance peuvent être inclus. Les équipements accessoires et consommables comprennent, sans s'y limiter : des écrans de projection, des câbles, des supports, des tablettes, des lampes, ainsi que divers petites fournitures et matériels audio.

La description des caractéristiques techniques sont définies dans **le Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

Le marché s'exécutera par bons de commande au fur et à mesure des besoins, adressés au titulaire de chaque lot et dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – FORME DE L'ACCORD – CADRE

2.1 - Définition de la procédure

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant annuel minimum et avec montant maximum indiqué ci – dessous sur la durée du marché tel que défini aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Lot	Montant minimum annuel	Montant maximum HT sur 4 ans
1	Sans	300 000
2	Sans	5 000 000

2.2 – Forme

La prestation est composée de deux lots :

Lot	Intitulé du lot
1	Prestations sur le parc audio-visuel existant
2	Fourniture de matériels audio-visuels, périphériques et prestations associées.

✚ Lot 1 – Prestations incluses :

- ♦ Contrat de maintenance préventive par salle ou amphithéâtre, d'une durée de 3 ou 5 ans. Interventions curatives.

- ♦ Analyse d'une installation existante.
- ♦ Mise à disposition d'un technicien audiovisuel pour une demi-journée, incluant le déplacement.

✚ Lot 2 – Fourniture et prestations associées :

Ce lot couvre la fourniture de matériel audiovisuel et de périphériques, accompagnée de prestations associées.

Une liste non exhaustive des équipements concernés est précisée dans le CCTP.

L'Université de Lille souhaite également proposer, en option, les prestations suivantes :

- ♦ Installation du matériel.
- ♦ Transfert de compétences à destination des techniciens audiovisuels.
- ♦ Formation des utilisateurs finaux.
- ♦ Extension de garantie de 3 ou 5 ans.
- ♦ Contrat de maintenance préventive et curative (MCO) pour une durée de 3 à 5 ans.

Pour le lot 2, à chaque besoin, les services auront le choix de retenir ou pas le ou les option (s) associée (s) à l'achat du matériel, définies dans le marché comme des prestations associées (installation, formation, extension de garantie, contrat de maintenance, ...)

2.3 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires (PSE).

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent accord - cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et ses annexes dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
 - ♦ Annexe tarifaire lot n°1
 - ♦ Annexe tarifaire lot n° 2
 - ♦ Annexe 1 à l'attri1 lot n °2
 - ♦ Annexe 2 à l'attri1 lot n°2
 - ♦ Annexe 3 à l'attri1 lot n°2
 - ♦ Annexe 4 à l'attri1 lot n°2
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige,
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige, et ses annexes :
 - ♦ Annexe 5 salle Types lot n°2
 - ♦ Annexe 6 lot n°1 Modèles de salles
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ♦ L'offre du candidat (mémoire technique)

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

ARTICLE 4 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord - cadre est passé pour une durée d'un an, à compter du 18 juin 2025. Il pourra ensuite être reconduit tacitement chaque année à trois reprises.

En cas de non-reconduction, le titulaire sera averti au moins trois mois avant la date d'échéance du marché.

L'accord – cadre se terminera au plus tard le 17/06/2029

4.1 - les prestations de maintenance prévues pour les matériels et si elles sont retenues, elles prennent effet à compter de l'admission du matériel et à l'issue de la période de garantie légale. La durée des prestations de maintenance est fixée dans le CCTP et les annexes

4.2 – les extensions de garanties prévues pour les matériels et si elles sont retenues, elles prennent effet à l'issue de la durée de garantie légale, à défaut, à compter de la date de livraison et/ou d'installation du matériel. Leur durée est fixée dans le CCTP et les annexes.



ARTICLE 5 – DESCRIPTIF DU L'ACCORD CADRE

Le descriptif et les besoins sont exprimés à l'article 2 du CCTP et a minima sur les documents annexés à l'acte d'engagement « Annexes 1 à 6 à l'acte d'engagement ».

5.1 Modalités d'exécution et validation des prestations

Les lieux et le nombre de demandes d'installation ne sont pas définissables à l'avance. En cas d'installation le titulaire du marché effectuera donc une visite sur site, à la demande de la composante qui le souhaite, afin de déterminer le coût de l'installation (pour le lot n°2) et d'établir les devis

Le coût des prestations optionnelles, incluant l'achat de matériel et son installation, sera formalisé par un devis transmis par e-mail **dans un délai maximum de 7 jours ouvrés** suivant la demande.

-  Pour le lot n°1, à la demande du service utilisateur, le titulaire pourra effectuer une visite des installations existantes (amphis et salles) afin de chiffrer le coût de la maintenance
-  Pour le lot n°2, l'attributaire devra être en mesure de proposer des vidéoprojecteurs qui seront de plusieurs gammes et types en fonction de leur caractéristiques (se référer aux différentes annexes) : luminosité (lumens), source lumineuse (lampe, laser...), La liste n'est pas exhaustive et pourra être élargie à l'ensemble du catalogue du titulaire pour des fournitures, matériels, accessoires et consommables appartenant à la même famille de produits.

ARTICLE 6 – LIVRAISON

6.1. – Livraison

Les matériels et prestations seront livrés et exécutés aux adresses figurant sur les bons de commande

6.2. - Les délais de livraison

La livraison interviendra dans un délai maximum fixé dans l'accord - cadre (annexes, CCTP) et le devis de la société, à compter de la réception du bon de commande signé par une personne habilitée de l'établissement. Tout dépassement donnera lieu à l'application de pénalités de retard prévues à l'article 10 du présent CCAP

6.3. - Aménagement des locaux

Il incombe à la personne publique d'aménager à ses frais les locaux destinés à l'installation du matériel et à sa maintenance, selon les conditions d'environnement nécessaires qui lui auront été communiquées, par le titulaire.

6.4. – Risques liés au transport du matériel

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport et à la livraison des produits sont à la charge du titulaire jusqu'au lieu de destination. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

Le titulaire aura à sa charge les formalités douanières et les différentes assurances.

Le de

6.5. – Installation - Mise en ordre de marche - Formation

Dans le cadre des prestations associées à l'achat des matériels (lot n°2), l'installation, la mise en ordre de marche et la formation du personnel sont effectuées par le titulaire sous sa responsabilité sans supplément de prix pour l'Université (conformément au devis qui aura été établi)

Le titulaire indiquera sur le devis le délai maximal sur lequel il s'engage à compter de la livraison pour effectuer l'installation, la mise en ordre de marche et la formation du personnel, si ces prestations sont retenues

6.6. – Conditions de livraison

Les livraisons doivent être effectuées par le titulaire impérativement aux heures d'ouverture et au lieu indiqués sur le bon de commande.

Les produits doivent être accompagnés d'un bon de livraison, conformément à la commande, qui indique :

- l'identification du titulaire du marché,
- la date de livraison, le lieu de livraison
- la référence au marché et à la commande, les références des fournitures
- la quantité livrée,
- le destinataire des produits.

Ce bon de livraison devra être impérativement signé par l'émetteur du bon de commande ou son représentant habilité et comporter le cachet du service qui a passé commande.

ARTICLE 7 – OPERATION DE VERIFICATION - ADMISSION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG / FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

- ✚ Etape 1 : la livraison : celle-ci devra être constatée de manière contradictoire afin de pouvoir acter notamment le point de départ de l'installation, la mise en ordre de marche du matériel et la formation si ces prestations sont retenues
- ✚ Etape 2 : l'installation, la mise en ordre de marche du matériel et la formation (prestations du lot n°2).
- ✚ Etape 3 : si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le responsable du service concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission du matériel.

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, emporte transfert de propriété, donne le point de départ des garanties et permet le paiement des sommes dues.

ARTICLE 8 - MAINTENANCE PREVENTIVE – CORRECTIVE DU MATERIEL

Les prestations de maintenance préventives et curatives sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) (lot n°1), en option dans le cadre des prestations associées pour le lot n°2

Elles s'exécuteront selon les dispositions figurant dans le CCTP et conformément à l'offre du titulaire figurant dans son mémoire technique.

ARTICLE 9- SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter sous sa responsabilité l'exécution d'une partie du marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Pour toute demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire fournit à l'acheteur, les documents suivants :

Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant ;

RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous-traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;

Tous les documents et renseignements de candidature demandés au Titulaire à l'exception du DC1.

Déterminer le (s) prestation (s) concernée (s) et leur montant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. L'acheteur peut exiger que certaines tâches essentielles du marché soient effectuées directement par le titulaire et ce, conformément à l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique.

L'entreprise indique, lors de la demande d'agrément la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels fixés sont dépassés dans l'exécution des prestations, le titulaire, encourt, sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

Pour le lot 1 :

- ♦ Dépassement du délai dans le cadre du GTI : 5 % du montant de la commande par jour calendaire de retard
- ♦ Dépassement du délai dans le cadre du GTR : 5 % du montant de la commande par jour calendaire de retard

Pour le lot 2 :

- ♦ Dépassement du délai dans le cadre de la livraison du matériel : 5 % du montant de la commande par jour calendaire de retard
- ♦ Dépassement du délai dans le cadre de l'installation du matériel : 5 % du montant de la commande par jour calendaire de retard
- ♦ Dépassement du délai dans le cadre d'une intervention de dépannage : 10 % du montant de la commande par jour calendaire de retard

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.


Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.


ARTICLE 11 – PRIX

Le prix du l'accord- cadre est le montant indiqué à l'acte d'engagement et les annexes, avec la remise consentie dans le cadre du marché : il comprend l'achat, le transport, l'installation, la garantie constructeur, la maintenance (incluant la totalité des frais de déplacement, de main d'œuvre).

Les prix seront fermes la 1ère année pour les deux lots

Les prix pourront être révisés à la hausse ou à la baisse chaque année :

 Pour le lot 1 : en cas d'augmentation, le titulaire devra fournir tous les éléments de calcul justifiant cette hausse (formule de révision)

 Pour le lot 2 : en cas de hausse, le titulaire fournira toutes les informations expliquant cette augmentation et transmettra les nouveaux tarifs (prix publics du titulaire déduits de la remise consentie dans le cadre du marché). Le Pouvoir Adjudicateur se laisse la possibilité de passer en hors marché si une différence de prix assez conséquente est constatée sur un produit de même référence après vérification auprès du titulaire du marché.

Clause de sauvegarde pour les deux lots : en cas d'augmentation, la hausse ne pourra pas dépasser 3%

ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

12.1– Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution de prestations et constatées par le responsable du service concerné, après admission du matériel et des

prestations et correspondant au montant spécifié dans la notification du présent accord – cadre (annexes financières – devis des matériels et prestations).

Le paiement des factures s'effectuera après service fait et mise en ordre de marche des matériels, après l'admission des fournitures et des prestations, dans le cadre des prestations d'installations de salles et amphithéâtres

Le paiement des prestations de maintenance (lot n°1 et n°2) se fera à terme à échoir pour la période à venir

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.27 », n°lot : ...
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTR1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

12.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 8 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

12.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

12.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

12.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

12.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord – cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

12.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

12.8 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance (article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S)

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

ARTICLE 13 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 14 – AVANCE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12.

ARTICLE 15 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le présent accord- cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent cadre. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

ARTICLE 16 – ASSURANCE

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

ARTICLE 17 – MODIFICATION DU MARCHÉ

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du l'accord- cadre en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du l'accord- cadre ou de bouleverser son économie.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION

20.1 Résiliation aux torts du titulaire

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

20.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

ARTICLE 19 – DROIT ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Il est dérogé aux articles 19, 27 à 30, 14.1, 14.1.3 du CCAG/FCS par les articles 6.4, 7 et 10 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 6.4	Article 19
Article 7	Articles 27 à 30
Article 8	Article 14, 14.1, 14.1.3

Fait en un exemplaire original unique

A le.....

Le représentant désigné de la société

(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le

Le pouvoir adjudicateur,